

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/12/Add.18/Rev.3

12 décembre 1997

(97-5476)

Comité du commerce des services financiers

Original: espagnol

COMMUNICATION DE L'EQUATEUR

Offre révisée sur les services financiers

Révision

La communication ci-après est distribuée à la demande de l'Equateur aux membres du Comité du commerce des services financiers.

L'Equateur se réserve la possibilité de retirer ou de modifier tout ou partie de l'offre ci-jointe jusqu'au 12 décembre 1997. Cette offre est conditionnelle car sa ratification est subordonnée à l'obtention de résultats appropriés, de l'avis de l'Equateur, à l'issue des négociations organisées par le Comité du commerce des services financiers de l'OMC.

EQUATEUR
LISTE CONDITIONNELLE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES - OFFRE REVISEE SUR LES SERVICES FINANCIERS

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>7. <u>SERVICES FINANCIERS</u></p> <p>L'exercice, dans le cadre de la loi, des activités des entreprises offrant dans le pays des services d'assurance et de réassurance et services connexes, ainsi que la fourniture de services bancaires et autres services financiers, sous toutes leurs formes, sont subordonnés à l'autorisation expresse des organismes de surveillance compétents en Equateur et au respect de toutes les dispositions des lois en vigueur relatives à ces activités. Les établissements fournissant des services d'assurance ou de réassurance et les établissements financiers, selon leur nature, peuvent effectuer uniquement les opérations autorisées par la Loi générale sur les compagnies d'assurance, la Loi générale sur les établissements financiers, la Loi sur le marché des valeurs mobilières, la Loi sur le régime monétaire et la Banque de l'Etat, et par les autres dispositions qui régissent le fonctionnement de chaque secteur.</p> <p>Les succursales d'établissements financiers étrangers doivent indiquer dans leur raison sociale leur qualité d'entreprise étrangère.</p> <p>Le siège d'une société ayant une succursale en Equateur doit doter celle-ci du montant de capital et de réserves prescrit par les lois pertinentes.</p> <p>Les engagements contractés par l'Equateur dans la présente liste ne s'appliquent pas aux nouveaux services qui pourraient exister à l'avenir dans les sous-secteurs des services d'assurance et des services bancaires et autres services financiers.</p>			
<u>Tous les services indiqués dans la présente liste</u>	Les établissements financiers étrangers peuvent participer au capital des compagnies d'assurance et de réassurance et des banques déjà constituées. Depuis le 3 novembre 1995, en raison de la politique monétaire et des principes prudeniels bancaires et financiers, la constitution et l'établissement des sociétés ci-après, qui sont placées sous le contrôle de l'Inspection générale des banques, ne sont pas autorisés: banques, sociétés financières, mutuelles d'épargne et de crédit immobilier, coopératives d'épargne et de crédit réalisant des opérations d'intermédiation		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>financière pour le public, et compagnies d'assurance et de réassurance. Cette disposition s'applique de la même manière aux investisseurs équatoriens et étrangers.</p> <p>Les établissements financiers étrangers qui envisagent d'ouvrir des bureaux de représentation pour renseigner la clientèle ou placer des fonds dans le pays sous forme de crédits ou d'investissements, doivent obtenir l'autorisation préalable de l'organisme de contrôle compétent et ne peuvent effectuer aucune des opérations ci-après: opérations d'intermédiation financière prévues par la loi; change; acceptation, directe ou indirecte, pour compte propre ou compte de clients, de dépôts de toutes sortes; participation à des opérations passives impliquant la mobilisation de fonds du public; à cet égard, ils doivent s'abstenir de fournir des renseignements, de faire de la publicité ou d'effectuer des démarches ou formalités relatives à ce type d'opération. De même, ils ne peuvent pas solliciter en Equateur des fonds ou dépôts destinés à être placés à l'étranger, ni offrir ou placer dans le pays des valeurs émises à l'étranger.</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
<p>A. <u>Services d'assurance</u></p> <p>1. Assurance contre les risques en rapport avec le transport terrestre, le transport maritime, et le transport aérien commercial, qui couvre les véhicules, les marchandises et toute responsabilité en découlant, et assurance contre les risques en rapport avec les marchandises en transit international</p> <p>2. Réassurance et rétrocession</p> <p>3. Assurance directe (y compris coassurance)</p> <p>i) sur la vie</p> <p>ii) autre que sur la vie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurance accident et assurance maladie - Assurance fret - Assurance incendie et de dommages à la propriété 	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant, excepté que les bureaux de représentation ne sont pas autorisés</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant, excepté que dans les compagnies d'assurance étrangères, les employés de nationalité équatorienne doivent représenter 50 pour cent au moins de la masse salariale totale.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Assurance pour perte pécuniaire - Assurance en responsabilité civile <p>4. Inter médiation en assurance: activités de courtage et d'agence</p> <p>5. Services auxiliaires de l'assurance: service de consultation, service actuariel, service d'évaluation du risque et service de liquidation des sinistres</p> <p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance)</p> <p>a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public</p> <p>b) Prêts: crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Crédit-bail d) Services de règlement et de transferts monétaires: cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites e) Garanties et engagements f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur: - instruments du marché monétaire (chèques, effets, et certificats de dépôt) - devises - produits dérivés: instruments à terme et options				

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
<ul style="list-style-type: none"> - instruments du marché des changes et du marché monétaire; swaps et accords de taux à terme - valeurs mobilières négociables - instruments et actifs financiers négociables: métal <p>i) Gestion d'actifs: gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, services de garde, services de dépositaire et services fiduciaires</p> <p>j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables</p>				

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées dans la partie de la présente liste intitulée "Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)": cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises				
l) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers				